



**PRÉFET  
DE LA CREUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-Départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Guéret  
17 Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARMAFIX SA**

Zone industrielle  
35 route Cher du Prat  
23000 Guéret

Références : UiD232026-015  
Code AIOT : 0006000380

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement CARMAFIX SA implanté Zone Industrielle 35 route Cher du Prat - 23 000 Guéret. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARMAFIX SA
- Zone Industrielle 35 route Cher du Prat - 23 000 Guéret
- Code AIOT : 0006000380
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'un arrêté préfectoral du 28 février 1991 l'autorisant à exploiter un atelier de traitement de surfaces.

Le règlement européen REACH et l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature ont servi de référentiels pour l'inspection.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	État des stocks des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 – 2 <sup>ème</sup> alinéa	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 I.	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 - 1 <sup>er</sup> alinéa	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations et vérifications sont attendues.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

#### Constats :

Les FDS sont archivées de manière dématérialisée uniquement.

Durant les échanges, l'exploitant a indiqué devoir réaliser une mise à jour de l'espace informatique correspondant, ce qui a été confirmé par l'Inspection lors de la présentation de l'outil. En effet, il conviendrait de placer les FDS non en vigueur et les FDS des produits anciennement utilisés dans un autre fichier, ainsi que de nommer les fichiers de chaque FDS plus clairement. Ces voies d'amélioration permettraient une recherche des documents plus rapide notamment en cas de situation accidentelle. **Aussi, l'exploitant est invité en ce sens à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou envisagées accompagnées d'un échéancier.**

Par ailleurs, afin de réaliser un contrôle des mesures de maîtrise des risques (cf. point de contrôle N°2), l'Inspection a demandé au total la FDS de 5 produits, choisis sur la base de l'état des stocks fournis suite à l'inspection de 2021 (cf annexe confidentielle).

Pour le produit A, la FDS n'a pas pu être fournie, mais le produit n'était pas présent dans le bâtiment de stockage des produits chimiques. Dans le cas où l'exploitant souhaiterait de nouveau stocker et/ou utiliser ce produit, il conviendrait de se procurer auprès du fournisseur la FDS correspondante. **L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures éventuelles prises en ce sens.**

Pour les produits B, C, et D, la date de la FDS correspond à l'année 2011 ou 2012. Aussi, ces documents sont obsolètes, en particulier du fait de l'introduction du règlement européen 2020/878 de la commission du 18 juin 2020. Aussi, il convient de manière plus large de recenser les FDS susceptibles d'être à actualiser et de se procurer auprès des fournisseurs leur version en vigueur. **L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises en ce sens.**

Lors de la visite, l'Inspection a questionné une personne travaillant sur le site, au sujet de l'accès aux FDS. **Au regard de la réponse apportée, et bien que les FDS soient disponibles à toute personne le demandant à la personne en charge de leur archivage, l'exploitant est invité à informer les salariés sur les modalités d'accès à ces documents et à confirmer cette démarche à l'Inspection dans un délai de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  La prescription a été vérifiée pour les produits C et E (cf. point de contrôle N°1).  Pour le produit C, ont été vérifiées les mesures de maîtrise des risques de la FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• température de stockage 20°C (rubrique 7.2.),</li><li>• tenir à l'écart de bases (fortes) (rubrique 7.2.),</li><li>• conserver dans un endroit sec. Ventilation au ras du sol. Conserver sous clé. (rubrique 7.2.).</li></ul> En parallèle de chaque point ci-dessus, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• la température du local de stockage est fortement corrélée à la température extérieure et dépasse les 20°C en période estivale notamment,</li><li>• le produit est dans un local séparé des bases (notamment par rapport au produit B qui est dans un autre local de stockage),</li><li>• le local était sec le jour de la visite, en notant que la toiture a été refaite suite à l'inspection de 2021. Une ventilation basse existe dans le local (un point bas d'aération spécifique et un espace sous la porte d'entrée du local, ces deux points étant positionnés de manière opposée). Le local est sous clé.</li></ul> Aussi, l'exploitant est invité à prendre connaissance de la FDS en vigueur (cf. Point de contrôle N°1) pour vérifier les éventuelles évolutions des mesures de maîtrise des risques, en particulier pour ce qui concerne la température de stockage. Dans le cas où cette mention serait maintenue dans cette nouvelle FDS, l'exploitant est invité à se rapprocher du fournisseur en lui précisant les conditions de stockage réelles et les volumes afin d'estimer les risques. <b>L'exploitant indiquera à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou prévues pour cela, accompagnées au besoin d'un échéancier. Un point de situation sera ensuite fait au besoin selon les conclusions des investigations ainsi menées.</b>  Pour le produit E, ont été vérifiées les mesures de maîtrise des risques de la FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• conserver dans le conteneur d'origine (rubrique 7.2.),</li><li>• maintenir les contenants étanches et les conserver dans un lieu sec et bien aérer. Propre, sec, verrouillable. Protéger de la lumière solaire, de la chaleur et des effets de la chaleur. (rubrique 7.2.).</li></ul> En parallèle de chaque point ci-dessus, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• les récipients sont ceux d'origine,</li><li>• les contenants étaient bien fermés (contrôle visuel sans manipulation). Le local était sec le jour de la visite, en notant que la toiture a été refaite suite à l'inspection de 2021. L'aération se fait par des claires-voies placées sur une grande partie de la façade. Le local est balayé pour enlever les quelques feuilles d'arbres présentes au sol. L'accès ferme à clé. La température du local est en forte corrélation avec la température extérieure.</li></ul>

<p>Aussi, au regard du dernier constat (chaleur dans le local en période estivale), l'exploitant est invité, bien que la FDS du produit E soit récente, à s'assurer que celle-ci correspond à celle en vigueur. Puis, dans le cas où la mention relative à la chaleur et aux effets de la chaleur serait toujours valable, l'exploitant est convié à se rapprocher du fournisseur en lui précisant les conditions de stockage réelles et les volumes stockés afin d'estimer les risques. <b>L'exploitant indiquera à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou prévues pour cela, accompagnées au besoin d'un échéancier. Un point de situation sera ensuite fait au besoin selon les conclusions des investigations ainsi menées.</b></p> <p>De manière plus générale, pour les autres produits stockés disposant de FDS obsolètes (cf. point de contrôle N°1), l'exploitant est invité à s'assurer de la bonne prise en compte des recommandations éventuellement actualisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits sont stockés dans des récipients dont la contenance est inférieure à 250 litres.</p> <p>Le local contenant les produits B et E fait rétention. Au regard du volume total de tous les produits liquides présents et du volume de la rétention (cf. annexe confidentielle), ce dernier est suffisant. Toutefois, il conviendrait en toute rigueur de tenir compte de l'encombrement des différents objets éventuellement présents. Aussi, l'Inspection invite l'exploitant à maintenir un nombre</p>

minimal d'objets dans le local, pour s'assurer de la disponibilité permanente du volume minimal réglementaire de la rétention.

Le local contenant les produits C et D fait rétention. Au regard du volume total de tous les produits liquides présents et du volume de la rétention (cf. annexe confidentielle), ce dernier est suffisant. Toutefois, il conviendrait en toute rigueur de tenir compte de l'encombrement des différents objets présents. Aussi, comme précédemment, l'Inspection invite l'exploitant à maintenir un nombre minimal d'objets dans le local, pour s'assurer de la disponibilité permanente du volume minimal réglementaire de la rétention.

Dans ce second local, certains produits sont placés sur des bacs/plateaux de rétention. Cette mesure supplémentaire est louable. Toutefois, l'Inspection invite l'exploitant à s'assurer de la compatibilité du matériau du bac/plateau de rétention avec les produits placés dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 - 1<sup>er</sup> alinéa

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

[...]. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.)

**Constats :**

Au regard des éléments décrits aux points de contrôle 1, 2 et 3 concernant les produits B, C, D et E, la prescription était respectée le jour de la visite (à savoir la compatibilité entre les produits B et E d'une part, C et D d'autre part).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : État des stocks des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 – 2<sup>ème</sup> alinéa

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]

**Constats :**

Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué spontanément que l'état des stocks n'était pas à jour, d'autant qu'un gros travail d'évacuation de produits non utilisés a été mené il y a environ 2 ans,

diminuant ainsi les stocks.

**L'exploitant est invité, dans un délai de 3 mois, à indiquer à l'Inspection les mesures prises pour s'assurer de disposer d'un état des stocks à jour et à lui transmettre celui-ci.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois